



Journées de la société civile 2021 – Séance d’ouverture

Les Journées de la société civile 2021 ont débuté par un discours de **Brikena Xhomaqi**, coprésidente du groupe de liaison et modératrice de la séance d’ouverture. M^{me} Xhomaqi a souhaité la bienvenue aux participants et a remercié les différentes organisations d’avoir entretenu la flamme de la solidarité européenne pendant la pandémie mondiale qui sévit depuis 2020. Les Journées de la société civile sont l’occasion d’examiner la manière dont les organisations de la société civile peuvent véritablement devenir force de proposition, dont l’espace public peut être amélioré et renforcé, et dont la société civile peut participer à la reprise à venir.

M^{me} Xhomaqi a ensuite cédé la parole à **Christa Schweng**, présidente du Comité économique et social européen (CESE) et coprésidente du groupe de liaison. M^{me} Schweng a chaleureusement accueilli les participants aux Journées de la société civile 2021 qui, compte tenu de la crise sanitaire actuelle, ont malheureusement dû se dérouler à distance, ce qui a empêché les vifs échanges habituels, mais a permis à bien plus de participants de prendre part aux discussions.

Concernant le thème de cette année – *Une reprise durable pour l’avenir des citoyens européens* – M^{me} Schweng a exprimé l’espoir que les discussions menées dans le cadre de la conférence contribueront à assurer la reprise et à rendre nos économies et nos sociétés résilientes et durables. Les organisations de la société civile et les citoyens doivent être associés au processus actuel de reconstruction afin de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte sur le chemin d’une Europe durable. La qualité et la légitimité du processus dépendront de la prise en considération de leurs voix, qui facilitera la mise en œuvre des réformes. Les débats menés dans le cadre de la manifestation pourraient constituer une toute première contribution aux travaux entrepris par les institutions de l’UE dans le contexte de la conférence sur l’avenir

de l'Europe. Le CESE entend apporter une contribution substantielle aux débats relatifs à la conférence sur l'avenir de l'Europe, en associant les travailleurs, les employeurs et la société civile organisée, en jouant un rôle de multiplicateur et d'ambassadeur et en portant le débat au sein des organisations dont sont issus ses membres.

M^{me} Xhomaqi a ensuite ouvert la **réunion-débat sur les défis à relever pour construire une reprise durable** et a cédé la parole à la vice-présidente de la Commission européenne, Dubravka Šuica. M^{me} Šuica a d'abord souligné la détermination de son institution à lancer dès que possible la conférence sur l'avenir de l'Europe, qui fait partie de la réponse de la Commission européenne au défi consistant à préparer la démocratie européenne à un avenir vert, numérique et résilient.

Elle a ensuite indiqué que le Parlement européen, le Conseil et la Commission apportaient les dernières touches à une déclaration commune sur les buts, les objectifs et la structure de la **conférence sur l'avenir de l'Europe**. Cette conférence permettra de créer un nouvel espace public ouvert, inclusif, transparent et structuré. Elle a pour objectif de donner une voix plus forte aux citoyens et de les rassembler au cœur du processus d'élaboration des politiques de l'Union. La vice-présidente de la Commission européenne a recensé trois points essentiels concernant la conférence:

- premièrement, les citoyens seront libres d'aborder tous les sujets qui les préoccupent au cours de la conférence;
- deuxièmement, il s'agira d'une conférence hybride, ce qui permettra d'accroître son accessibilité. Une plateforme numérique multilingue sera au centre de la conférence, mais les participants pourront contribuer à la fois en ligne et en personne lorsque la situation liée à la pandémie s'améliorera;
- troisièmement, la conférence sera l'occasion d'organiser des débats nationaux et transnationaux sur l'avenir de l'ensemble de l'Union, en tant que mécanisme de retour d'information efficace, pratique et sans précédent.

Daniel Freund, député au Parlement européen, a ensuite pris la parole, regrettant que le Parlement n'ait pas pu organiser de réunions en direct avec la société civile au cours de l'année écoulée. Il a souligné que la vaccination représentait le moyen de pouvoir interagir à nouveau directement et en personne avec les citoyens. Au même titre que la vaccination est aujourd'hui le seul moyen de sortir de la pandémie, l'Europe est la solution à cet enjeu, autant qu'à d'autres enjeux auxquels nous sommes actuellement confrontés à l'échelle du continent ou de la planète. Qu'il s'agisse du changement climatique, de la transition numérique ou des grandes entreprises qui ne paient pas leur juste part d'impôts en Europe, aucun État membre ne peut à lui seul trouver la solution à tous ces problèmes; seule l'Union européenne peut apporter des réponses collectives.

M. Freund a indiqué que le Parlement européen souhaitait tirer des leçons de l'expérience acquise. En particulier, l'expérience du traité constitutionnel (qui a ensuite abouti au traité de Lisbonne) est une leçon précieuse: il est essentiel de faire participer des citoyens de l'extérieur. Au vu des expériences tirées des assemblées citoyennes en Irlande et des conventions sur le

climat en France, il a fait valoir la volonté du Parlement d'adopter une approche similaire fondée sur une sélection aléatoire de citoyens à l'échelle de l'Union, car l'Europe a besoin d'un débat européen axé sur des solutions européennes.

Après que M. Freund a exposé son point de vue, la modératrice a rendu la parole à la présidente du CESE, **Christa Schweng**, et lui a demandé de s'étendre plus en détail sur le rôle de la société civile dans le processus de reprise et dans l'avenir du processus européen, le Comité ayant très récemment adopté une résolution à ce sujet. La présidente du CESE a noté que la pandémie de COVID-19 avait exacerbé les vulnérabilités préexistantes: malgré les nombreuses mesures utiles qui ont été prises, l'Union compte à l'heure actuelle 1,7 million de chômeurs de plus qu'en 2019, dont 400 000 jeunes.

M^{me} Schweng a fait remarquer que, le mois dernier, le Conseil européen avait adopté un règlement établissant une facilité pour la reprise et la résilience de 672,5 milliards d'euros, qui est la clef de voûte de la reprise de l'Union. À présent, les États membres doivent préparer des plans nationaux pour la reprise et la résilience et, dans ce contexte, consulter la société civile organisée. Le CESE a salué cette exigence du règlement, car la participation des partenaires sociaux et d'autres organisations de la société civile permettra une réelle appropriation des plans et facilitera leur bonne mise en œuvre.

À cette fin, le CESE a récemment adopté une résolution sur la participation de la société civile organisée aux plans nationaux pour la reprise et la résilience. M^{me} Schweng a indiqué que le Comité avait mobilisé ses membres dans les 27 États membres, et collaboré avec les conseils économiques et sociaux nationaux pour évaluer l'étendue de la participation de la société civile à la conception des plans, à la qualité de cette participation et à la transparence globale du processus. Le CESE a conclu que le niveau de participation effective des organisations de la société civile aux plans nationaux était encore largement insuffisant, et qu'il entendait émettre des recommandations tant que les États membres pouvaient encore remédier à la situation. À un stade ultérieur, les membres du Comité détermineront si les fonds ont été dépensés de manière judicieuse.

L'intervenant suivant était **Nathan Méténier**, membre du groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques actif auprès du secrétaire général de l'ONU, qui a souligné que les mouvements lancés par la jeunesse réclamaient des plans de relance verts et équitables: la transition doit être pilotée par les jeunes et les communautés marginalisées. M. Méténier a fait valoir que les plans de relance n'avaient pas vocation à renflouer une poignée d'entreprises, et que l'utilisation des fonds devrait être assortie de conditions.

Il a reconnu que le mouvement de la jeunesse en faveur du climat réclamait davantage d'actions, mais que celui-ci manquait considérablement de soutien. Ce mouvement a besoin de fonds, en particulier pour les populations qui se trouvent en dehors de l'Union (par exemple, dans les Balkans, les pays d'Europe de l'Est, le Nord de l'Europe et les communautés autochtones) et dont la voix n'est pas entendue. M. Méténier a appelé la Commission européenne à déployer des efforts supplémentaires pour accroître la participation du public, et invité le Parlement à travailler à renforcer la participation des jeunes, suggérant que temps était peut-être venu d'un

véritable dialogue avec le Parlement de la jeunesse sur les questions sociales et économiques ainsi que sur les politiques vertes.

Le dernier intervenant, João Labrincha, membre de l'Academia Cidadã, n'ayant pu prendre part au débat pour des raisons techniques, **M^{me} Xhomaqi** a posé la question suivante à tous les intervenants: «**Avant même d'évoquer leur participation, comment garantiriez-vous que les citoyens disposent d'informations complètes concernant la reprise durable de l'Europe ou le processus de discussion sur l'avenir de l'Europe? Avez-vous des idées concrètes sur la manière dont cela pourrait être facilité par les institutions de l'Union?**»

- **M^{me} Šuica** a été la première à prendre la parole, renvoyant à l'article 11 du traité sur l'Union, qui stipule que «les institutions [échantent] publiquement leurs opinions dans tous les domaines d'action de l'Union». La task force de la Commission européenne pour la reprise et la résilience (RECOVER) encourage les gouvernements à élaborer des plans de réforme en consultation directe avec les parties prenantes, y compris les organisations de la société civile. La Commission européenne s'est fermement engagée à promouvoir des initiatives axées sur les citoyens, à encourager la démocratie participative et à élaborer des politiques conjointement avec les citoyens.

- **M. Freund** a fait remarquer que les médias n'avaient eu de cesse de se focaliser sur la reprise de l'Union et que les citoyens étaient donc bien informés au sujet de l'instrument Next Generation EU. À présent, il importe que les citoyens comprennent quels projets sont réellement financés par l'Union. Il est essentiel qu'ils soient mis au courant de la tenue de la conférence sur l'avenir de l'Europe, et que les institutions de l'Union travaillent ensemble à s'en assurer. Tout au long du processus, le but devrait être d'assurer une transparence totale: tous les débats devraient être retransmis sur le web et tous les documents devraient être disponibles en ligne. Le processus doit être sérieux pour que les citoyens s'y intéressent: si ceux-ci ont l'impression de réellement contribuer à façonner l'avenir de l'Europe, à travers un processus qui ne se résume pas à de simples échanges, il est évident qu'ils prendront part aux débats.

- **M^{me} Schweng** a proposé que la conférence sur l'avenir de l'Europe puisse être l'occasion pour les organisations de la société civile de découvrir comment l'Union fonctionne dans la pratique, car dans certains États membres, les idées fausses à ce sujet sont encore nombreuses. Il pourrait être utile, au-delà de la complexité de l'Union, de découvrir également l'existence d'institutions qui travaillent pour les citoyens et font du mieux qu'elles peuvent. Après la conversation en ligne, les questions suivantes ont été soulevées: «Comment les organisations de la société civile peuvent-elles faire pression sur leurs gouvernements respectifs pour qu'ils les intègrent dans les plans de relance nationaux?» et «Comment les droits fondamentaux peuvent-ils être défendus dans un espace civil toujours plus restreint, où les libertés se sont érodées depuis le début de la pandémie?».

- **M. Méténier** a répondu que l'Union devrait montrer l'exemple à ses États membres. Les organisations de base ont besoin de fonds, mais les bailleurs de fonds les considèrent souvent comme inefficaces ou peu fiables. M. Méténier a également fait remarquer que les connaissances concernant le plan de relance pour l'Europe sont encore très insuffisantes,

probablement en raison du fait que l'Union continue de fonctionner selon une approche descendante. Le simple fait d'inviter les citoyens à dialoguer ne peut pas être assimilé à une participation: cela n'est qu'un trompe-l'œil, car les citoyens ne prennent toujours pas part à la véritable prise de décisions qu'ils ne s'approprient pas réellement.

- **M^{me} Šuica** a tenu à dire que, dans le cadre de la conférence sur l'avenir de l'Europe, l'idée n'était pas simplement de dialoguer avec les citoyens, mais de les écouter, d'entendre leurs idées, leurs espoirs, leurs craintes, leurs propositions, et de les prendre tous en compte. Cette vision de la conférence fait désormais l'objet d'une plus grande couverture et est plus importante que jamais en période de pandémie; elle est pourtant à l'ordre du jour de la Commission européenne depuis décembre 2019. La conférence n'a pas encore commencé, mais M^{me} Šuica espère que ce sera bientôt le cas.

Quelques commentaires ont ensuite été adressés directement par les participants par l'intermédiaire de la salle virtuelle Interactio. **Lech Pilawski**, membre du CESE, était globalement d'accord avec M. Méténier, et a indiqué qu'il importait de renforcer la société civile d'une démocratie délibérative. En Europe, les responsables politiques ne parlent généralement aux citoyens que pendant les campagnes électorales, puis oublient leurs électeurs après les élections. Il sera donc très important, au lendemain de la conférence sur l'avenir de l'Europe, d'obtenir des résultats concrets.

Philippe Seidel, membre du secrétariat d'AGE Platform Europe, a souligné qu'il s'agissait de l'année la plus difficile depuis que son organisation avait commencé à travailler avec le semestre européen. Bien que la volonté d'accroître la transparence existe, elle n'a pas été mise en pratique. En outre, M. Seidel a rappelé le risque de laisser pour compte de nombreuses personnes qui ne peuvent pas suivre le rythme de l'économie, comme les travailleurs âgés qui ont perdu leur emploi pendant la pandémie ou qui perdront leur emploi en raison des changements qui ont eu lieu.

Luk Zelderloo, secrétaire général de l'EASPD et président de Social Services Europe, a pris la parole par l'intermédiaire de la salle virtuelle pour attirer l'attention sur les milliers de citoyens européens engagés et actifs au sein d'organisations à but non lucratif, et qui ne cherchent aucune contrepartie financière. Cet engagement devrait être soutenu et reconnu par les institutions lorsqu'elles abordent l'avenir de l'Europe, car ces personnes constituent le capital social qui contribue au rétablissement de la société, même après la COVID-19.

La modératrice a fait le lien entre le commentaire de M. Zelderloo et une question du public sur slido.com: «**Comment l'investissement des fonds sociaux de l'Union dans le renforcement des capacités de la société civile serait-il effectivement assuré?**». Comme la conversation en ligne par l'intermédiaire d'Interactio incluait également de nombreuses discussions sur la philanthropie, M^{me} Xhomaqi a donné la parole à **Hanna Surmatz**, Enabling Environment Manager (directrice «Environnement de la Philanthropie») pour le centre européen des fondations, qui a insisté sur la nécessité que les principes de non-discrimination fonctionnent dans la pratique pour permettre une philanthropie transfrontière et créer également un marché unique européen pour les acteurs à but non lucratif. La facilité pour la reprise et la résilience est importante, mais les gouvernements nationaux ne se sont pas réellement ouverts à la société

civile ni à la philanthropie; il est peut-être donc nécessaire que l'Union exerce une légère pression supplémentaire.

Le dernier participant à prendre la parole était **Javier Doz Orrit**, membre du CESE, qui a prédit que les organisations de la société civile appelleraient à plus de démocratie et d'intégration lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe, et s'est également demandé comment le CESE serait inclus dans la conférence.

M^{me} Xhomaqi a ensuite posé une dernière question aux intervenants de la séance d'ouverture: «**Quel est l'ingrédient indispensable pour rendre la reprise de l'Europe juste, équitable et durable pour tous les citoyens, sans que personne ne soit laissé pour compte?**».

M^{me} Schweng a pris la parole pour répondre à la question posée par M. Doz Orrit. La présidente du CESE a indiqué que le Comité n'assisterait à la conférence sur l'avenir de l'Europe qu'en tant qu'observateur au conseil d'administration, le cas échéant. **M^{me} Schweng** a toutefois précisé qu'elle profiterait de toutes les occasions qui lui seraient données de s'exprimer pour affirmer que la société civile organisée devrait toujours avoir une place à la table des négociations. Même si tous les membres de la société civile ne sont pas représentés au CESE, le groupe de liaison sera inclus dans les discussions sur la meilleure manière de coopérer avec le conseil d'administration de la conférence, lorsque celui-ci sera enfin établi.

M. Méténier a tenu à rappeler qu'une cohésion sociale renforcée était essentielle pour faire face à la crise climatique et sociale, mais que les actions individuelles n'étaient pas les seules qui importaient étant donné qu'une grande partie de la responsabilité incombe aux décideurs et aux industries polluantes.

La séance d'ouverture s'est terminée par l'invitation lancée par **M^{me} Xhomaqi** à tous les participants et au public de se connecter à **slido.com** pour répondre à un certain nombre d'enquêtes sur les principaux thèmes des Journées de la société civile 2021. «En un mot, que signifie l'**avenir de l'Europe** pour vous?»: parmi les nombreuses réponses à cette question, les principaux mots-clés étaient «**liberté**», «**solidarité**» et «**coopération**». «En un mot, que signifie la **reprise durable** pour vous?»: les principaux mots-clés étaient «**avenir vert**» et «**démocratie**».